

Faits saillants

- Déplacements de population dans le Territoire de Masisi suite à la présence de groupes armés et intensification de conflits communautaires.
- Sept zones à risque d'engins non explosés identifiées dans 18 villages de Rutshuru

Contexte général

Après les zones d'Oninga (nord de Walikale) et Fatua (ouest de Lubero), des combats entre les groupes armés Nduma Defense of Congo (NDC) et Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont rapportés à l'ouest et nord-ouest du Territoire de Lubero où les NDC voudraient déloger les FDLR. 792 ménages ont été déplacés suite aux affrontements entre ces belligérants ([rapport hebdomadaire n°25 du 14 août 2014](#)). Depuis mars, des milliers de personnes fuient les zones d'Oninga et de Fatua suite aux affrontements à répétition et activisme de ces groupes armés. Les partenaires humanitaires redoutent une nouvelle crise dans cette région.

Une grande partie de la population de Remeka et ses environs, en groupement Ufamandu I, au sud du Territoire de Masisi, dont le nombre n'a pas été déterminé s'est déplacée vers la brousse, selon des sources locales, suite aux affrontements entre un groupe d'hommes armés non encore identifiés et des Mayi-Mayi Kifuafua survenus le 13 août. Par ailleurs, des tensions entre communautés suivies d'exactions commises par les groupes armés Nyatura et Force de défense du Congo (FDC) / Guide contre des civils sont rapportées depuis plusieurs mois dans la zone. En outre, des positions militaires FARDC de la zone allant de Ngungu à Remeka avaient été dégarnies depuis le départ de certaines unités à Kinshasa il y a plus de deux mois. A cause de ce vide sécuritaire, les habitants de différents villages de la zone craignent pour leur sécurité et une partie s'est déplacée vers le nord.

Accès

- La route d'Eringeti à Kaynama, longue de 46 km au nord-est de Beni, s'est détériorée depuis le mois de mars de cette année, suite aux pluies. Les acteurs humanitaires de Beni plaident pour sa réhabilitation, en vue d'élargir l'accès humanitaire dans cette zone qui a été particulièrement affectée par l'activisme des groupes armés et des opérations militaires de l'armée nationale (FARDC). Cette route a été réhabilitée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 2012. L'aire de santé de Kaynama compte 6 000 habitants, en plus des personnes déplacées des localités voisines lors des opérations militaires contre le groupe armé Allied Democratic Forces (ADF).

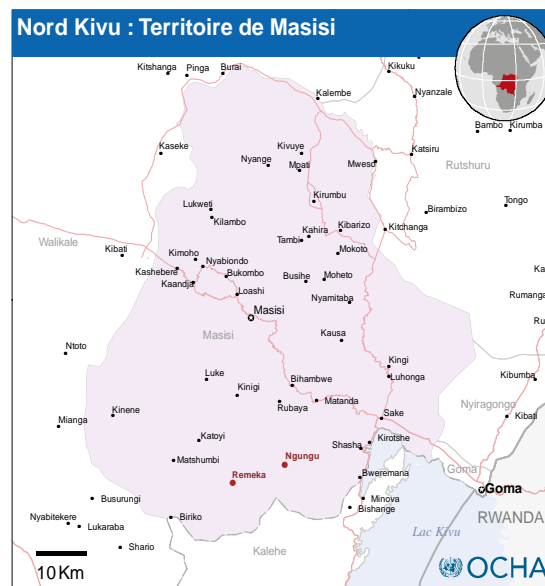
Besoins et réponse humanitaires

Multisectoriel

- Suite aux cas de malnutrition et choléra rapportés la semaine passée dans le site de déplacés de Kasenyi, Médecins sans frontières (MSF) a distribué des intrants nutritionnels (plumpynuts) en faveur de 800 enfants et a ouvert une Unité de traitement de choléra (CTC) sur place. Quatre nouveaux cas, en plus des 28 existants, ont été reçus le 13 août dernier. Situé au sud de Masisi centre, le site de déplacement de Kasenyi abrite 2 302 ménages (12 010 personnes) en



Source(s): RGC, UNOCHA et Partenaires
Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte. Date de création: 21 Août 2014



Source(s): RGC, UNOCHA et Partenaires
Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte. Date de création: 21 Août 2014.

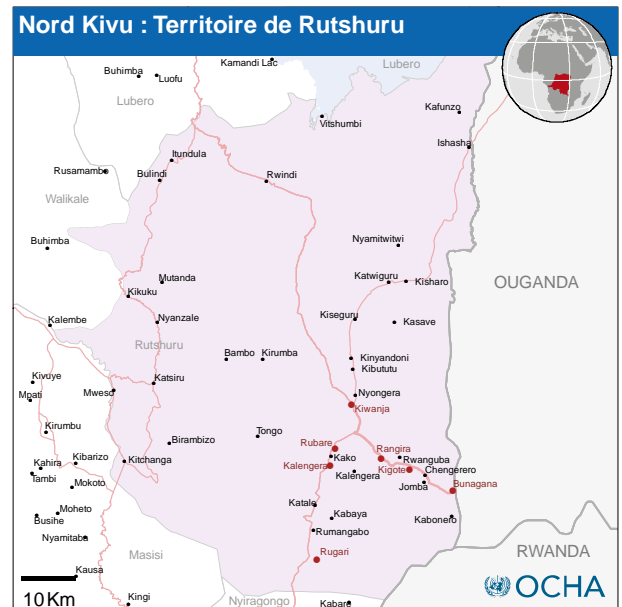
provenances des groupements de Nyamaboko I et II, au sud de Masisi suite aux exactions et combats entre groupes armés rapportés en mi-février (sources CMP du 25 juillet 2014).

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- L'ONG Centre de Promotion Socio Sanitaire (CEPROSSAN) qui fait le monitoring du choléra a notifié 100 cas avec 13 décès dans la zone de santé de Kyondo et 150 cas avec 5 décès dans la zone de santé de Vuhovi, entre le 16 juin et le 17 août. L'épidémie de choléra qui est déclarée dans les zones de santé de Kyondo et de Vuhovi depuis le 9 juin 2014 s'est étendue dans la zone de santé de Musienene En riposte à cette épidémie, Save the Children va approvisionner les centres de santé en intrants pour la prise en charge des malades. Solidarités international, partenaire du programme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), mène une évaluation du secteur d'hygiène et assainissement et l'ONG nationale CEPROSSAN sensibilise des communautés sur les pratiques d'hygiène dans la région.

Protection des civils

- Dans le Territoire de Rutshuru, sept zones à risque d'engins non explosés répartis sur 18 villages des axes Kiwanja – Bunagana (dans les zones Rangira et Kigote) et Kiwanja – Rubare ont été identifiés après les enquêtes menées par la Synergie pour la Lutte Anti-Mine (SYLAM). 4 042 personnes ont été sensibilisées sur la lutte contre les accidents causés par les engins non explosés, sur les deux axes, du 17 juillet au 1^{er} août. En raison de besoin de protection de la population sur les risques de mines et engins non explosés rapporté dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru, l'ONG SYLAM a démarré ses activités à Rutshuru depuis le 16 juillet 2014.



Source(s): RGC, UNOCHA et Partenaires
Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte. Date de création: 21 Août 2014.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo
Annarita Marcantonio, Chef de bureau a.i, OCHA Nord-Kivu, marcantonio@un.org, tél. +243 81 70 61 343
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 81 70 61 295
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net